



Archéologie du fait urbain

Thème transversal ArScAn « Fait urbain » :
première journée d'étude

le vendredi 29 juin 2018

**Université Paris Nanterre - Bâtiment Max Weber (en face de la MAE),
salle de réunion 02 RDC**

9h30 Café d'accueil

10h-10h30 – **Ludovic GALFO, Dorothée CHAOUI-DERIEUX, Marie-Alice VIRLOUVET** : Reprise d'une documentation ancienne : les fouilles de la Cour Napoléon du Louvre (Paris).

11h15-11h45 – **Bruno DESACHY et Stéphane PEINEAU** : reprise des données de la fouille de la place Clémenceau (1987-1988) à Beauvais (Oise).

12h-13h30 Buffet déjeuner

13h30-14h – **Marina PAGLI** : la question du traitement des « anciens » prélèvements restant à étudier

Discussion générale

16h Clôture de la journée

Perspectives et organisation du thème « Fait urbain »



Compte-rendu de la première journée 29 juin 2018 - *Cold Cases*: reprise des données de fouilles anciennes

Les affûté-e-s du jour : **JA** : Julien Avinain ; **CBe** : Claire Besson ; **BBC** : Brigitte Boissavit-Camus ; **QB** : Quentin Borderie ; **CBr** : Catherine Brut ; **PC** : Paul Celly ; **LC** : Laurent Costa ; **DCD** : Dorothée Chaoui-Derieux ; **DC** : David Couturier ; **BD** : Bruno Desachy ; **JG** : Julie Gravier ; **LGa** : Ludovic Galfo ; **LGu** : Laurine Guyot ; **LH** : Léa Hermenault ; **MP** : Marina Pagli ; **OP** : Olivier Piaux ; **ERC** : Emilie Roux-Capron ; **CS** : Christelle Seng ; **MAV** : Marie-Alice Virlouvét ; **PW** : Pierre Wech ;

Ludovic GALFO (ERPHA), Dorothée CHAOUI-DERIEUX (DRAC IDF / SRA), Marie-Alice VIRLOUVET (DRAC IDF / SRA) : *Reprise d'une documentation ancienne : les fouilles de la Cour Napoléon du Louvre (Paris).*

La DRAC Ile-de-France / Service Régional de l'Archéologie a lancé en 2018 la reprise de la documentation des fouilles du Grand Louvre réalisées dans les années 1980-1990, et plus particulièrement celle de la Cour Napoléon, dont la post-fouille reste inachevée et dont les données restent en grande partie à restituer.

L'objectif initial de ce projet est de mettre à disposition de la communauté scientifique l'ensemble de ces données afin :

- d'offrir un état des lieux de la documentation disponible,
- de susciter (ou d'initier) des études spécifiques (ou la reprise d'études déjà initiées),
- de réfléchir à des formes de restitution possibles,
- et pourquoi pas, à plus long terme, d'en valoriser ces travaux auprès du grand public.

La première étape de ce chantier, initiée en début d'année, a consisté en un récolement général des fonds dispersés entre les institutions ; il sera complété d'ici fin 2018 par un inventaire unitaire des documents graphiques, et par une réflexion sur la numérisation d'un premier ensemble documentaire.

Questions que les intervenant-e-s souhaitent soumettre à la discussion :

- La gestion de la documentation : face à une fouille ancienne ayant généré un tel volume de documentation, quelle stratégie adopter (créer une base de données documentaire ou une base de données intra-site) ?
- La numérisation des fonds (à des fins de conservation mais aussi de mise à disposition) :

- faut-il tout numériser ?
- fonctionner par type de support ? par logique topographique sur le site (documentation liée à un secteur par exemple) ?
- retravailler les documents avant numérisation ?
- où héberger ces données ?
- La restitution des données : par qui, sous quelle forme ?

Discussion

BD : sur la question du périmètre de la base de données à mettre en place, et des données à saisir : une base permettant d'indexer et de renvoyer aux documents « anciens » numérisés qui contiennent l'information est utile et nécessaire, mais est-il pertinent d'y rajouter toutes les informations archéologiques elles-mêmes, c'est à dire reconstituer totalement un enregistrement comme si on faisait la fouille aujourd'hui ? Vu la masse de documents à traiter, c'est peut-être la première solution (indexation documentaire) qui est la plus raisonnable.

ERC : c'est irréaliste d'espérer pour refaire un rapport complet. L'essentiel selon moi est de comprendre l'organisation des données avant de pouvoir espérer faire un bilan. Il n'est peut-être pas nécessaire de numériser toutes les US dans ce cas, ou en tous cas tout sur les fiches.

DCD : c'est presque un travail d'historiographie

JG : le problème pour la solution 2 (mise en place d'une base de données intrasite avec enregistrement à l'US), c'est qu'il va falloir confronter les interprétations actuelles à celles d'époque. Donc comment faire ?

DCD : c'est pour cela que l'on évoquait un PCR

JG : il faut penser qui enregistre et comment : si plusieurs personnes s'occupent de la reprise de ces données de fouille, n'y a-t-il pas un risque de différence d'interprétation ?

BD : il n'y a pas de procédure de référence à ma connaissance ; il faut en inventer, car par ailleurs, comme le disait Laurine (Guyot) les « vieilles » documentations de fouille pas exploitées sont de fait un gisement d'informations primordial pour l'archéologie des centres urbains historiques.

BBC : avez-vous pensé à une approche sémantique, portant sur le vocabulaire d'enregistrement employé ? y-a-t-il eu une harmonisation ?

DCD : non, nous n'y avons pas pensé.

CBe : pour ce qui est du vocabulaire et des dénominations utilisées dans l'enregistrement, c'était le modèle de PJ. Trombetta qui était utilisé

LGa : au sein du Chantier de la Cour Napoléon, Laurent Bourgeau avait dirigé la mise au point d'un manuel d'enregistrement.

JA : la reprise d'anciennes données de fouille doit produire de l'information archéologique exploitable, comme pour une fouille aujourd'hui. La vraie question c'est qui va le faire ? Pour moi, le travail doit être fait par des archéologues et pas par des archivistes. Les réflexions autour de l'interopérabilité, les questions de sémantique ne peuvent pas s'affranchir du travail de mise en forme propre au rapport de fouille.

PC : est-ce qu'il reste des diagrammes stratigraphiques ?

DCD : oui

PC : il serait pertinent de partir des diagrammes conservés pour reconstruire l'information. C'est même cela le bon critère : s'il existe un diagramme stratigraphique, ou au moins des diagrammes par secteurs, cela signifie qu'on dispose de la base chronologique pour reprendre la documentation et l'étude du matériel, et que l'enregistrement a été

suffisamment cohérent et suivi pour que le travail de reprise de la documentation vaille le coup. Une solution envisageable serait de traiter un secteur bien renseigné, qui servirait de test pour le reste de la documentation.

Adresse mail des intervenant-e-s : dorothee.derieux@culture.gouv.fr,
ludovic.galfo@erpha.fr, marie-alice.virlouvet@culture.gouv.fr

Bruno DESACHY (UMR 7041 Arch. Environnement. – programme ArchéoFab) :
Reprise des données de la fouille de la place Clemenceau (1987-1988) à Beauvais (Oise)

Les fouilles de la place Clemenceau à Beauvais (Oise), réalisées en 1987 préalablement à la construction d'un parking souterrain avec un personnel employé par l'AFAN grâce à une convention avec l'aménageur (la ville), sont un exemple de la première vague des opérations urbaines professionnelles des années 1980.

L'épaisseur, la densité et l'état de conservation de la stratification archéologique, supérieurs à ce qui était attendu, ont montré que la destruction du centre-ville historique – par un bombardement allemand en 1940 puis par la reconstruction des années 1950 – n'avait eu qu'un impact limité sur le sous-sol archéologique. Les vestiges s'étendaient de la période gallo-romaine jusqu'au 18^e siècle. Ils témoignent de l'évolution d'un quartier urbain depuis la ville du Haut Empire jusqu'à la construction de l'hôtel de ville moderne en 1752 (détruit en 1940), incluant l'occupation de l'Antiquité tardive et du premier Moyen Âge (terres noires, cimetière, aménagement d'un fossé ou bras d'eau), suivie de l'installation d'une voirie médiévale bordée d'hôtels urbains. La base de cette stratification, gorgée d'eau, a permis le recueil de matériaux organiques (vaisselle en bois notamment).

Les résultats de la fouille n'ont été que partiellement publiés : les structures reconnues sur le terrain, ainsi que quelques ensembles remarquables de céramique et de vaisselle en bois, et quelques études spécialisées (botanique, restes osseux) sur des échantillons limités du matériel recueilli. En effet, à l'issue de la fouille, il n'a pas été possible de mettre en place un traitement systématique des données et du matériel recueillis, du fait de l'absence d'une phase post-fouille clairement définie et prévue à hauteur de l'importance du chantier ; difficulté typique de ces années de mise en place pionnière mais encore balbutiante de l'archéologie préventive professionnelle.

L'installation, à partir de 1992, d'un nouveau service archéologique municipal (sous la direction de Jean-Marc Fémolant), progressivement muni de personnel et de moyens, a doté la ville d'un outil opérationnel de gestion de son patrimoine archéologique. Bien que requis principalement par l'archéologie préventive en cours, le service archéologique de la ville a cherché à étendre son action à la gestion des collections anciennes. Le mobilier céramique et osseux non étudié de la place Clemenceau pu être lavé « à temps perdu » et quelques éléments remarquables ont été dessinés et étudiés à l'occasion d'expositions.

Malgré ces efforts de prise en charge, il reste de cette opération une masse considérable de mobiliers et prélèvements non étudiés, ainsi qu'une documentation de fouille encore existante, mais peu aisément utilisable car non indexée, restée sur ses supports d'origine, et affectée de quelques problèmes de conservation (dégradations et lacunes). C'est à la fois, en négatif, un problème à gérer, et en positif, un gisement d'informations archéologique encore à exploiter.

Il y a quelques années (en 2011), la nécessité de reconditionner le matériel de la place Clemenceau (caisses en polystyrène expansé dangereuses en cas d'incendie...) ainsi que le besoin de rationaliser l'espace occupé dans les dépôts a été l'occasion de mettre en place un atelier bénévole pour opérer ce reconditionnement, mais aussi un inventaire (jamais effectué auparavant) incluant tri, dénombrement, et enregistrement sur base de données de ce matériel. Accueillie par le service archéologique municipal dans le cadre d'une convention entre la Ville et la Société Académique de l'Oise, cette action bénévole associative était dès le départ conçue comme préalable à une possible reprise des études. Elle a aussi fait apparaître l'intérêt et la nécessité d'un travail concomitant de reprise de la documentation de fouille.

Cette action bénévole atteint aujourd'hui ses limites en termes de temps, de moyens, et aussi de compétences. Le projet de reprise des données de la fouille de la place Clemenceau est actuellement dans une phase de transition, d'essais et de réflexion quant à son cadre, son organisation et ses moyens ; il s'agit de mettre en place un fonctionnement permettant :

- de mener à bien la création d'un référentiel documentaire rendant accessible les données primaires de fouille au moyen d'une numérisation raisonnée de la documentation subsistante ;
- de susciter et d'encadrer la relance – ou le lancement – de travaux d'étude sur le matériel recueilli (y compris ce qu'il est aujourd'hui encore possible de tirer, en termes d'archéologie environnementale, de prélèvements opérés il y a trente ans), pouvant s'appuyer sur l'information contextuelle (référentiel évoqué ci-dessus) et s'opérer en interdisciplinarité ;
- de produire une synthèse actualisée et enrichie de l'évolution de l'occupation urbaine sur l'espace étudié, intégrable au niveau de la connaissance de la topographie historique de Beauvais.

Questions que l'intervenant souhaite soumettre à la discussion :

- Le premier niveau de questionnement est de nature méthodologique :
 - Au niveau de l'ensemble du projet se pose la question de la structuration de l'information, adaptée à ce cas de figure de reprise de données anciennes ; la base de données relationnelle gérant simultanément le mobilier et la documentation constitue « l'épine dorsale » du projet pour les objectifs indiqués ci-dessus, en particulier de référentiel numérisé ; son organisation est encore évolutive.
 - Plus spécifiquement, concernant le traitement de la documentation de fouille, se posent de multiples questions quant à l'imperfection de l'information (lacunes et incertitudes) : quel « statut » des différentes « strates » de documents et d'interprétation (durant la fouille, postérieurement...), comment distinguer et articuler les descriptions et

interprétations d'époque, et la reprise critique qu'il est parfois nécessaire d'en faire aujourd'hui...

- Un deuxième niveau de questionnement est pratique : quel cadre, quels processus et quelle organisation pour un tel projet, sachant qu'il existe peu (voire pas) d'exemple aboutis sur lesquels s'appuyer.

Discussion

BBC : concernant la conservation de l'information archéologique, tu as dit que vous aviez utilisé sur le terrain du calque polyester insensible à l'humidité pour les relevés ; dans beaucoup de cas les plans et relevés sont sur calque végétal, ce qui pose un gros problème car ceux-ci se déforment beaucoup au fil du temps avec les variations de chaleur et d'humidité.

BD : en fait on a aussi ce problème de mauvaise conservation de la documentation graphique primaire car malheureusement les minutes originales sur calque polyester n'ont pas été retrouvées ; on ne dispose que de photocopies et de documents intermédiaires (début de mises au net encrées sur calque végétal), qui eux présentent ce problème de déformation. L'idée actuelle est de les numériser, puis de redresser les documents numérisés en remettant aux bonnes coordonnées les repères de carroyage indiqués sur le plan (en quelque sorte un « re-géoréférencement » par saisie de coordonnées, à l'échelle du carroyage employé pour la fouille).

BBC : on retrouve le questionnement sur les niveaux d'utilisation attendus des données primaires à traiter. Il faut faire la différence entre les « archives vivantes » auxquelles on a plus fréquemment recours, par exemple les diagrammes stratigraphiques qui contiennent l'information chronologique et qui peuvent à ce titre être consultés et lus par les chercheurs réalisant ou reprenant des études en lien avec la fouille, et les « archives fondamentales », par exemple les fiches d'US manuscrites originales, qui doivent évidemment être conservées mais auxquelles on ne remonte que plus rarement, seulement en cas de besoin spécifique.

BD : cette distinction correspond aussi à une différence entre données primaires brutes de base, pas du tout traitées et de ce fait peu ou pas utilisables, et données ayant reçu le minimum de traitement qui les rend utilisables par la communauté archéologique ; concernant les données d'enregistrement des US, comme Paul l'a dit plus haut pour le grand Louvre, je pense que c'est effectivement la mise en diagramme qui marque le passage entre ces deux stades. Concernant la conservation des « archives fondamentales » brutes, il me semble que les points de vue des archivistes et des archéologues ne sont pas forcément les mêmes : pour les premiers la conservation matérielle du document original, considéré comme pièce d'archive, est la priorité ; pour Beauvais, sans être contradictoire avec cette approche archivistique, notre priorité ne porte pas sur le support original de l'information, mais sur la sauvegarde, le traitement et la mise à disposition de celle-ci, quitte à changer de support. Le résultat espéré, sans être un rapport final d'opération conforme à l'actuelle réglementation, devra quand même en remplir la fonction de mise à disposition de l'information primaire.

BBC : Il faut rappeler que les priorités en terme de rendu n'ont pas toujours été les mêmes ; dans les années 90, la consigne émanant de la SDA était de privilégier les publications plutôt que les rapports, ceux-ci étant considérés comme des étapes intermédiaires vers la publication.

BD : cette articulation entre rapports, publications, et accès à la documentation primaire n'est pas toujours claire ; il y a eu à ce sujet des essais de réflexion et de mise en place de

procédures pratiques à Bibracte, dans le cas particulier d'une fouille programmée se déroulant depuis des décennies.

Adresse mail de l'intervenant : bruno.desachy@univ-paris1.fr

Liens :

- [document de présentation du projet](#) (état 2017) ;
- [page du projet sur le site du programme ArchéoFab](#) ;

Marina PAGLI (INP) : *La question du traitement des « anciens » prélèvements restant à étudier*

Cette présentation aborde un questionnement sur les prélèvements paléoenvironnementaux en archéologie, avec une attention particulière aux problématiques de conservation sur la longue durée.

Réalisé dans le cadre de la formation de l'Institut National du Patrimoine, ce travail a un double objectif : d'un côté il vise à identifier des normes de bonne conservation sur la longue durée des différents types de prélèvements ; de l'autre côté, il prend en considération la valeur scientifique de ces prélèvements en s'interrogeant sur les raisons pour lesquelles ils ne présenteraient plus d'intérêt scientifique et, en conséquence, il serait possible d'envisager leur élimination selon les procédures du tri sélectif.

Construit comme une synthèse des échanges avec différents spécialistes d'analyses paléoenvironnementales, ce travail a été réalisé dans le cadre de la préparation du chantier des collections que le Service Régional de l'Archéologie de la DRAC Île-de-France a mis en place pour le dépôt archéologique du Couvent des Cordelières à Provins (Seine-et-Marne).

Questions que l'intervenante souhaite soumettre à la discussion :

- Le problème des nombreux prélèvements paléoenvironnementaux présents dans les dépôts de mobilier archéologique : comment peut-on les aborder ?
- Le tri sélection des biens archéologiques mobiliers ?
- Comment on aborde les inventaires archéologiques, une fois qu'on met en place le tri sélectif ?

Discussion

DC : outre le cas des prélèvements conservés qui n'ont pas pu être étudiés, qu'en est-il des éléments issus de prélèvements qui ont été traités ? Que fait-on des refus de tamis par exemple ?

MP : si les refus de tamis ont été conservés dans de bonnes conditions, il est possible de les étudier. Il est possible aussi, c'est ce que font certains chercheurs, de ne pas étudier tout le volume des prélèvements effectués, mais d'en garder une partie en réserve, pour de futures études qui pourront apporter plus d'information.

BD : je trouve très intéressante l'approche « d'arbre de décision » que tu nous a montrée en vue du tri sélectif des vieux prélèvements, avec des critères hiérarchisés, de contexte

notamment ; cela paraît plus souple et plus adapté que le système de la date de péremption (comme pour des yaourts !) qui était recommandé dans l'arrêté de 2004.

MP : disposer d'une information de contexte précise est effectivement un critère majeur ; et l'ancienneté dans l'absolu n'implique pas forcément un mauvais état de conservation des prélèvements.

Adresse mail de l'intervenante : marina.pagli@gmail.com

Discussion conclusive de la journée

DC et PC : sait-on combien y-a-t-il de ces fouilles orphelines (données non traitées ou seulement partiellement) ? Il serait intéressant d'avoir une idée de leur nombre et de la quantité de données qu'elles représentent.

OP : on peut interroger Patriarce pour le savoir.

CBr : mais comment quantifier les fouilles orphelines dont les rapports ont été rendus... mais refusés en CIRA ?

BD : ces fouilles non abouties peuvent correspondre à différents cas de figure et de péripéties réglementaires, de sorte qu'il est sans doute difficile de les recenser sur une simple base administrative ; sans doute faudrait-il mettre en place une stratégie d'inventaire et de première évaluation, à mener région par région. Ce qui demande des moyens...

ERC : Question volontairement provocatrice : est-ce vraiment pertinent de viser à refaire des rapports ultra-détaillés sur ces anciennes opérations orphelines ? des renseignements synthétiques ne peuvent-ils pas suffire ?

JA : le rapport détaillé n'est pas la finalité, mais on ne peut rien faire sans lui. Le rapport fait exister l'opération. C'est la porte d'entrée. Si on veut une synthèse solide il faut d'abord l'analyse la plus précise et la plus rigoureuse possible.

BBC : Il faut noter un point important mis en évidence aujourd'hui, c'est la dimension humaine. En effet dans le cas des opérations évoquées aujourd'hui, les acteurs sont encore vivants. Les modalités de reprise des données à envisager sont donc différentes de celles de fouille vraiment très anciennes, du 19^e siècle par exemple, et doivent gérer d'une façon ou d'une autre les témoignages et/ou la participation des acteurs d'époque.